

# **La scolarisation au Québec : des fractures territoriales se superposent aux inégalités sociales**

**Michel Perron, sociologue**  
**28 mars 2023**

**Professeur retraité à l'Université du Québec à Chicoutimi**  
**Fondateur du Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CRÉPAS)**  
**Co-fondateur du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires**

En matière d'éducation, le Québec est à la croisée des chemins. Alors qu'il fait face à une crise à de multiples visages (pénurie de personnels, vétusté des écoles, qualité de la langue française, services aux élèves en difficulté, etc.), un nombre croissant d'enseignants quittent la profession ou envisagent de le faire après seulement quelques années. Des groupements de citoyens expriment leurs inquiétudes et ce, depuis un certain temps déjà. Des initiatives de parents désemparés ont d'ailleurs vu le jour en regroupant les forces vives du milieu, principalement dans la région montréalaise. Un essaimage est en cours. En effet, de mars à juin, une vingtaine de forums sont organisés pour mieux structurer la réflexion sur la crise actuelle. Cette initiative contribuera sans doute à exposer de manière ordonnée et démocratique les attentes de la population et de certaines élites.

Dans ce contexte, il convient d'une part de prendre un peu de distance (une quinzaine d'années) pour rappeler dans quel contexte la société civile s'est immiscée en matière de scolarisation des jeunes. D'autre part, il importe de comprendre que les inégalités de scolarisation demeurent criantes au Québec. Mieux décrypter certains enjeux territoriaux doit permettre de supporter les plans d'action tout autant nationaux, régionaux que locaux.

## **Un mouvement collectif pour la persévérance scolaire des jeunes**

Sous l'impulsion du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires et de son rapport *Savoir pour pouvoir* (mars 2009), une mobilisation de la société civile a progressivement vu le jour au Québec. Inspirée par les propositions du rapport, la stratégie gouvernementale « L'école, j'y tiens » fut lancée en septembre 2009 par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. S'appuyant sur treize lignes d'action, la stratégie incitait tous les acteurs à se mobiliser afin de créer les conditions favorables pour atteindre la cible de 80 % de diplômés chez les moins de vingt ans avant 2020.

## **Le partenariat entre la société civile et le gouvernement**

Dans la même foulée, la Fondation Chagnon lançait en 2009 le généreux programme de financement *Réunir Réussir* (...) dans le cadre d'un partenariat public-privé. Pour consolider l'une des orientations de la stratégie gouvernementale, soit la nécessité de

l'action régionale et locale, on a assisté alors au déploiement progressif d'Instances régionales de concertation (IRC) sur la persévérance scolaire et la réussite éducative. En s'inspirant, entre autres, de l'expérience de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CRÉPAS, 1996), les dix-neuf autres IRC se sont implantées progressivement à partir de 2001. Au carrefour des acteurs qui contribuent à la réussite des élèves, ces organismes poursuivent actuellement sans répit les efforts de mobilisation dans chacune des régions. On leur doit notamment la tenue annuelle des Journées de la persévérance scolaire. Le partenariat entre les IRC et les commissions scolaires (devenues depuis les centres de services scolaires) s'est consolidé. L'atteinte de la cible proposée en 2009 (80%), a contribué à susciter une nouvelle politique ministérielle sur la Réussite éducative adoptée en 2017. Elle confirmait l'importance de poursuivre la lutte aux inégalités en proposant des cibles encore plus ambitieuses quant aux taux de diplomation (MEES, 2017).

## **Évolution de la diplomation depuis quinze ans**

Selon les statistiques officielles publiées en 2022, le taux de diplomation et de qualification après 7 ans au secondaire au Québec, sexes réunis, est passé de 70,4% pour la cohorte de 1998 (diplômes obtenus jusqu'en 2005) à 82,1 % pour la cohorte de 2014, (diplômes obtenus jusqu'en 2021), soit un gain de près de 12,0 points de pourcentage.

On peut donc se réjouir d'avoir dépassé la cible adoptée en 2009 dans un laps de temps relativement court. Cependant, il faut y regarder de plus près. Pour la cohorte de 2014 (diplômes obtenus jusqu'en 2021), le taux de diplomation après 7 ans est de 79,0% au secteur public contre 93,5% au secteur privé. L'autre raison de se réjouir, plus timidement selon moi, concerne le rétrécissement de l'écart entre les garçons et les filles. Il est passé de 14,9 points de pourcentage à 9,2 points de pourcentage quinze ans plus tard. Le taux de diplomation était donc de 77,6% chez les garçons comparativement à 86,8% chez les filles pour la dernière cohorte connue.

Que retenir de la progression du taux de diplomation au Québec depuis quinze ans ? On peut légitimement penser que les initiatives conjuguées des acteurs locaux, régionaux et nationaux, notamment les efforts des milieux scolaires et communautaires, ont permis de réaliser des gains significatifs dans bon nombre de milieux (Perron et Veillette, 2012). Mais les améliorations ont sans doute été enregistrées principalement parmi des groupes de jeunes plus faciles à soutenir. Ainsi, au cours des années à venir, davantage d'efforts doivent être consentis auprès des élèves les plus à risque d'abandon. Bien que les connaissances sur les facteurs associés à la persévérance scolaire progressent au Québec, il reste cependant beaucoup à approfondir concernant les réalités vécues par les jeunes, tenant compte des différences entre les garçons et les filles.

## **L'état des lieux dans les régions en matière de diplomation**

Plusieurs études, au Québec et ailleurs, montrent clairement que la distribution spatiale de la diplomation des jeunes s'avère très contrastée selon le territoire. Grâce au site

CartoJeunes lancé au Cégep de Jonquière, on dispose au Québec de nombreux indicateurs sur les parcours scolaires aux échelles nationale, régionale et locale. Cette plateforme permet la comparaison entre différents types de territoires pour plusieurs périodes.

Quelles tendances révèlent les statistiques officielles du MELS diffusées dans CartoJeunes? Des gains notables sont observés dans plusieurs régions. Citons par exemple les régions de Montréal, Laurentides et Laval. La situation est généralement stable et favorable depuis plusieurs années dans quatre régions : Saguenay-Lac-Saint-Jean, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Bas-Saint-Laurent. Plus récemment, le taux de diplomation s'est amélioré dans les régions Centre-du-Québec et Mauricie.

Le bilan demeure toutefois préoccupant dans plusieurs régions aux extrémités nord, est et sud-ouest de la province avec une concentration importante de Municipalités régionales de comté (MRC) et de localités en difficulté. On en retrouve plusieurs en Abitibi-Témiscamingue, sur la Côte-Nord, en Outaouais, dans les Laurentides, dans Lanaudière et en Mauricie. Le cas de la région Nord-du-Québec doit être considéré à part. La scolarisation y demeure très difficile alors que les défis varient considérablement d'une communauté à l'autre.

Au-delà des écarts observables à l'échelle des régions administratives, on dispose de données permettant des analyses encore plus fines. À Montréal par exemple, bien que la situation se soit beaucoup améliorée depuis une dizaine d'années, des disparités demeurent très prégnantes à l'échelle des municipalités et des arrondissements. On peut retenir que le boulevard Décarie trace une ligne plutôt troublante entre deux mondes, les taux de diplomation étant généralement bien meilleurs à l'ouest. De telles disparités doivent être considérées dès que l'on soulève la problématique de l'école à trois vitesses ! Comment expliquer la récurrence des inégalités territoriales observées? On voit bien que des fractures territoriales se superposent aux facteurs sociaux et culturels déjà connus?

Si les politiques publiques en éducation doivent plus que jamais viser l'égalité des chances, il faudra qu'elles s'ajustent davantage aux fractures territoriales, aux inégalités sociales et aux réalités culturelles. Au Québec, si un tel impératif s'impose, nous avons les compétences pour faire face à de tels enjeux. L'État ne peut plus se contenter de rapiécer le système d'éducation en laissant croître l'insatisfaction tant dans le milieu de l'enseignement que dans la société civile.

### **Les forums régionaux et la suite**

En dépit des nombreux défis actuels, notamment l'école à trois vitesses, tout n'est cependant pas négatif dans le système scolaire québécois. Sachons reconnaître que les élèves fréquentant les écoles québécoises bénéficient généralement d'enseignants qualifiés qui les forment et de parents attentionnés qui les supportent. D'ailleurs, comme nous l'avons vu, les taux de diplomation et les grands indicateurs nationaux se sont améliorés au cours de la dernière décennie. Selon les grandes études internationales, comme l'enquête PISA, on sait qu'une majorité des élèves québécois

réussissent plutôt bien. Par contre, une proportion encore trop importante de jeunes peinent à réussir, souffrent, se sentent laissés pour compte, adoptent des parcours atypiques, abandonnent.

Les forums régionaux Parlons Éducation, prévus dans une vingtaine de municipalités au cours des deux prochains mois, constituent une belle occasion pour l'expression démocratique des idées et des attentes en matière d'éducation. Cependant, il faudra aller plus loin avec courage et rigueur. On peut espérer que l'État se fasse le porteur du flambeau. Si le Québec est sorti de la grande noirceur en bonne partie grâce à l'éducation et au Rapport de la Commission Parent, il a besoin d'une électrification à la hauteur de ses ambitions.

### **Quelques références**

Gaudreault, M., Perron, M., Veillette, S., Simard, J-G., et I. Morin (2019). Soutenir l'action des communautés par une connaissance renouvelée des facteurs territoriaux associés à la diplomation au secondaire à l'échelle des MRC du Québec. UQAC, Groupe de recherche et d'intervention régionale.

Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec (2009), *Savoir pour pouvoir : entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire*. Québec, Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2009), *L'école, j'y tiens*. Tous ensemble pour la réussite scolaire. Québec, Gouvernement du Québec.

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (2017), *Politique de la réussite éducative*. Le plaisir d'apprendre, la chance de réussir. Québec, Gouvernement du Québec.

Perron, M. et S. Veillette (2012), « Territorialité, mobilisation des communautés et persévérance scolaire : la diffusion d'une innovation sociale au Québec », *Actes du Congrès mondial des sciences de l'éducation à Monterrey*. Mexique, juin 2011.

Perron, M. et S. Veillette (2012), « Territorialité, mobilisation des communautés et persévérance scolaire : la diffusion d'une innovation sociale au Québec », dans J.-L. Gilles, P. Potvin et C. T. Christinat (Éds), *Les alliances éducatives pour lutter contre le décrochage scolaire*. Berne, Peter Lang, Éditions scientifiques internationales, pp. 169-189.

Simard, J-G. et al. (2016). L'approche territoriale au service de l'action locale et régionale en matière de persévérance et de réussite scolaires au Québec, dans J.-C. Nemery et F. Thuriot (Éds), *Les instruments de l'action publique et les dispositifs territoriaux*, L'Harmattan, pp.145-160.